

► *Tout ça pour ça ?*

Après l'annonce présidentielle du doublement des effectifs scolaires d'ici 2030 dans le réseau des établissements français de l'étranger, voici venu le temps des moyens qui y seront consacrés.

Si le Sgen-CFDT se satisfait de la confirmation de l'opérateur public AEFE dans ses missions de service public d'éducation, il constate que les engagements pris lors de la [Conférence des Ambassadeurs](#) restent limités. Même si, en ces temps de disette :

- **l'effort budgétaire : + 25 M** abondés au budget de l'AEFE est appréciable ;
- l'annonce de **+ 1 000 détachements** est bienvenue : mais sur un an ? deux ans ? 10 ans ? Et selon quel statut ?

nul besoin d'être mathématicien·ne avec une médaille Fields en poche pour comprendre que le compte n'y sera pas.

Pour atteindre les objectifs fixés, s'ils sont seulement atteignables, la **formation** sera l'enjeu de demain. La pédagogie étant inscrite dans son ADN, le Sgen-CFDT suivra attentivement le déploiement des futurs dispositifs de formation initiale.

Le Sgen-CFDT s'intéressera aussi aux futurs établissements qui ne manqueront pas de fleurir et à leur culture qui devra réussir le pari de concilier **missions de service public, valeurs républicaines** et, pour certains, **objectifs marqués de rentabilité** : véritable gageure !

Le Sgen-CFDT par ailleurs sera très attentif aux **conditions statutaires des personnels** détachés et recrutés locaux ainsi qu'à la qualité du dialogue social dans tous les établissements. Militant depuis bientôt 20 ans pour un statut unique des personnels détachés à l'AEFE, le Sgen-CFDT ambitionne de saisir l'opportunité des évolutions à venir pour aller vers plus de justice sociale, réduire les inégalités et les écarts salariaux.

Le Sgen-CFDT militera enfin pour qu'un cahier des charges s'impose aux établissements à la recherche d'homologation et pour que soient respectées la qualité de vie au travail ainsi que la liberté syndicale.

Un vrai chantier de négociation s'ouvre pour nous tou·tes et le Sgen-CFDT ne pratiquera pas la politique de la chaise vide.